



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-08  
Séance du 25 mars 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-cinq mars à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Caizergues, Briane Castellon, Hubert, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala  
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell

**Absents ayant donné procuration :** M. Aldon pouvoir à M. Perez, M. Deyrat pouvoir à M. Huber, Mme Vilaplana pouvoir à Mme Pervent

**Absents :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Romane Palau

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 19

**Procurations :** 3

**Absents :** 1

**Votants :** 22

**Date de convocation et affichage**

19 mars 2021

**Objet :** Prêt à la maison d'assistant(e)s maternel(le)s La Carapatte

M. le maire donne la parole à M. Michel Perez, adjoint délégué à l'enfance et jeunesse qui rappelle que la maison d'assistant(e)s maternel(le)s (MAM) La Carapatte loue le rez-de-chaussée du 24 avenue des serres à Lavérune depuis 2012 pour l'exercice de son activité. La MAM a été informée de la volonté du propriétaire de récupérer le local loué mais elle souhaite poursuivre son activité sur la commune dans un nouveau local situé au 15 rue du salidou. Cependant cette location débute au 15 mars 2021 et engendre une charge supplémentaire de location.

M. Michel Perez précise que la commune a soutenu la maison d'assistant(e)s maternel(le)s La Carapatte lors de son installation.

Considérant que l'activité de la maison d'assistant(e) maternel(le)s La Carapatte répond à un besoin existant sur la commune, ainsi qu'à l'intérêt général de la population en termes de mise à disposition de modes de garde, il est proposé que la municipalité s'engage à verser la somme de deux mille euros sous forme d'avance remboursable en quatre fois sur une durée d'un an.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité :

- décide de l'attribution d'une aide de deux mille euros sous forme d'avance remboursable,
- accepte la convention proposée en annexe,
- donne pouvoir à M. le maire de signer la convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Lavérune le 25 mars 2021

Roger CAIZERGUES  
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

nomenclature : 7.7